

Andrew M. DORMAN, 2009, *Blair's Successful War. British Military Intervention in Sierra Leone*, Burlington, VT, Ashgate, 159 p.

Issaka K. Souaré

Volume 42, numéro 1, 2011

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045896ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045896ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Souaré, I. K. (2011). Compte rendu de [Andrew M. DORMAN, 2009, *Blair's Successful War. British Military Intervention in Sierra Leone*, Burlington, VT, Ashgate, 159 p.] *Études internationales*, 42(1), 145–147.  
<https://doi.org/10.7202/045896ar>

constellation des joueurs en matière de politique étrangère gaspille son expertise en la matière. Autant Zegart que Steven Krasner ou Andrew Erdmann soulignent que le pouvoir exercé sur les choix en matière stratégique et diplomatique découle habituellement de la capacité d'une bureaucratie à mobiliser une équipe plus imposante que ses compétiteurs, ce que les départements de la Défense et du Trésor réussissent habituellement à faire au détriment du Département d'État. La seconde dynamique touche à la difficulté des bureaucraties déjà surchargées et souvent à court de ressources matérielles et humaines à se détacher de la gestion des affaires courantes pour mener l'ensemble des actions de planification stratégique. Zegart note ainsi que persiste toujours une tension entre les « planificateurs » et les « opérateurs » de la politique étrangère. Sans un message clair émanant de la Maison-Blanche pour valoriser la planification stratégique, celle-ci risque d'être tout simplement ignorée par les diplomates déjà débordés au quotidien. La troisième dynamique concerne la tension entre le désir de voir la bureaucratie développer et entretenir une expertise en matière de planification stratégique et la réalité des dernières décennies où c'est la Maison-Blanche qui est devenue et qui demeure le « centre de gravité » décisionnel et planificateur en matière de politique étrangère. En ce sens, il pourrait sembler que le renforcement du Conseil de sécurité nationale (NSC) en matière de planification stratégique serait une avenue raisonnable pour résoudre les problèmes signalés par ce livre. On pourrait alors imaginer que non seulement le NSC dispose d'une cellule entièrement vouée à la tâche (qui a effectivement été créée par Stephen Hadley en 2005 sous le nom d'Office of the Special Adviser

for Strategic Planning and Institutional Reform et dont le premier directeur se compte parmi les auteurs du collectif), mais qu'il devient clair qu'il dispose de toute la confiance présidentielle pour fédérer les efforts des différentes bureaucraties. C'est là l'essentiel des idées apportées ici par Bruce Jentleson et par Peter Feaver et William Inboden. Mais, comme le note Richard Haas, la Maison-Blanche est un environnement hautement partisan et peu enclin au recul face aux événements, deux failles importantes lorsqu'on essaie d'élaborer des plans stratégiques à long terme.

Enfin, si cet ouvrage n'offre pas un ensemble de solutions toutes faites pour réformer la bureaucratie de la politique extérieure américaine, nombreux sont ses auteurs qui soulignent que ne sont pas tant les résultats de la planification stratégique qui comptent que le processus. Car, en favorisant la création d'un environnement où cette activité est valorisée, on ne peut que développer l'expertise permettant de faire face de manière un peu plus efficace aux nombreux défis de notre époque.

Sébastien BARTHE

*Département de science politique  
Université du Québec à Montréal*

**Blair's Successful War.  
British Military Intervention  
in Sierra Leone**

*Andrew M. DORMAN, 2009, Burlington,  
VT, Ashgate, 159 p.*

De 1991 à 2002, le petit pays ouest-africain de Sierra Leone a connu une guerre civile fratricide. La guerre avait été déclenchée par Foday Sankoh, un ancien caporal de l'armée sierra-léonaise, et son groupe armé au nom de Mouvement révolutionnaire uni (RUF). Composé

principalement de jeunes combattants, conscrits le plus souvent malgré eux, des renégats de l'armée sierra-léonaise en quête de fortune et de membres du mouvement rebelle de Charles Taylor au Liberia voisin, le RUF a adopté une stratégie de guerre qui consistait à terroriser les populations civiles. Sankoh et ses hommes se sont livrés aux pires exactions contre les populations, y compris l'amputation de mains et le viol. Tout cela a occasionné des interventions militaires de la sous-région et d'ailleurs afin de mettre fin à cette barbarie.

C'est à une de ces interventions militaires qu'est consacré cet ouvrage : l'intervention militaire de la Grande-Bretagne sous son premier ministre, Tony Blair. L'ouvrage comprend huit chapitres. Le premier aborde la propension de Blair à déployer les forces armées de son pays dans des opérations de maintien de la paix ou les missions « humanitaires » dans le monde. Durant les six premières années de Blair au pouvoir, soit de 1997 à 2003, l'auteur recense cinq interventions militaires, en Irak (1998), au Kosovo (1999), en Sierra Leone (2000), en Afghanistan (2001) et en Irak de nouveau en 2003. Cela aurait fait de lui, selon certains observateurs, un « premier ministre de guerres ». Mais, contrairement aux autres opérations militaires, l'auteur pense que seule l'intervention de la Sierra Leone s'est soldée par un « apparent succès ».

Ce chapitre liminaire permet donc de rentrer dans les détails de cette opération. Après un aperçu historique sur la Sierra Leone et la guerre civile au deuxième chapitre, les quatre chapitres suivants s'attèlent au déroulement de la guerre, à l'intervention des différentes forces d'opération de paix et aux négociations de paix, notamment celles qui

ont abouti, en mai 1999, à la signature du fameux accord de Lomé entre le gouvernement sierra-léonais et le RUF, accord qui a prévu un partage du pouvoir entre les deux entités, faisant du chef du RUF le vice-président du pays.

Au chapitre 7, l'auteur se penche sur la défaite politique et militaire du RUF après qu'il eut violé, à maintes reprises, les termes de l'accord de Lomé. Dans le dernier chapitre, enfin, il examine les effets de l'expérience sierra-léonaise sur l'administration Blair, ses politiques et stratégies d'intervention militaire ailleurs dans le monde, ainsi que son impact sur l'armée britannique.

Il convient de s'attarder un peu sur les facteurs ayant conduit l'administration Blair à intervenir, militairement, en Sierra Leone en mai 2000. Ici, l'auteur avance quatre raisons.

La première serait le désir de l'administration Blair de sauver un énorme capital politique et économique qu'elle aurait investi en Sierra Leone depuis des années. Ces investissements – de l'ordre d'une cinquantaine de millions de livres sterling en ce qui concerne le capital économique – étaient destinés à soutenir, entre autres, le programme DDR des anciens combattants et le budget de fonctionnement du gouvernement de Ahmed Tajan Kabbah. Politiquement, ces soutiens n'étaient pas dissociés des efforts visant à réparer les conséquences du scandale de violation de l'embargo onusien sur l'exportation d'armes en Sierra Leone, lequel embargo avait été violé, en 1996, par une société privée britannique, Sandline International, avec la bénédiction du gouvernement britannique.

Le deuxième facteur avancé par l'auteur est la présence, en Sierra Leone,

de plusieurs ressortissants britanniques (y compris des binationaux) et de ceux d'autres pays européens et du Commonwealth, ainsi que d'Amérique du Nord, tous amalgamés sous le nom de « personnalités de droit » (*entitled personnel*). Il y avait ensuite, comme troisième facteur, la détermination de l'administration Blair de démontrer que le Royaume-Uni demeurerait une puissance mondiale méritant sa place permanente au Conseil de sécurité des Nations Unies. Bien évidemment, il fallait le consentement de l'armée britannique. C'est ce consentement qui aurait constitué le quatrième facteur ayant facilité l'intervention militaire. Mais ce consentement a été obtenu au vu de l'objectif avoué de l'opération : une simple opération « humanitaire » et d'évacuation.

Concernant l'issue de l'opération, elle fut indéniablement un succès, aboutissant au désarmement complet des éléments de la rébellion et à la tenue, en juillet 2002, d'une élection présidentielle consacrant la légitimité du président sortant pour un second mandat. Mais ce succès ne saurait être crédité à la seule intervention britannique, bien que celle-ci ait été importante. Il n'est même pas exagéré d'arguer que, s'il faut octroyer un trophée à l'une des trois opérations militaires – celles de l'ONU, de Londres et la force d'interposition de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Ecomog) – qui ont été déployées dans le pays, ce serait bien à l'Ecomog, et notamment au Nigeria qui s'est chargé de la plus grande part de son maintien dans les périodes les plus chaudes et délicates de la guerre. La force sous-régionale a aussi subi davantage de pertes humaines dans des affrontements avec les rebelles.

L'ouvrage est certes consacré à la seule intervention militaire britannique et il évoque, çà et là, le rôle crucial qu'ont joué les autres missions militaires, notamment l'Ecomog. Mais le fait de ne pas relever, de façon claire, ce rôle cardinal est l'une des faiblesses de l'auteur, en plus des nombreuses coquilles que l'éditeur aurait dû prendre soin de corriger. Malgré cela, il s'agit d'un ouvrage important et clair, et surtout bénéfique pour tout lecteur voulant comprendre les raisons et le déroulement de l'opération militaire britannique en Sierra Leone.

Issaka K. SOUARÉ

*Institut d'études de sécurité  
Pretoria, Afrique du Sud*

**Introduction critique  
aux relations internationales  
du Québec. Esquisse d'un modèle  
formel de politique étrangère  
pour les États subétatiques**

*Jean-François PAYETTE, 2009,  
Québec, Presses de l'Université  
du Québec, 97 p.*

Le livre de Jean-François Payette n'est pas un livre de plus s'intéressant au Québec sur la scène internationale. Il renouvelle les études sur les relations internationales du Québec. Il enrichit ce champ par une perspective diachronique et théorique innovante.

Le concept central du livre est celui de la « paradiplomatie identitaire » que Payette propose comme approche pour dépasser la « doctrine Paul Gérin-Lajoie » qui était le socle et l'épine dorsale de la politique extérieure du Québec. En effet, les relations internationales du Québec reposent sur deux pôles : celui de la francophonie et celui des relations économiques avec les États-Unis. Ainsi, la question qui mérite d'être posée est de